

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
19, place de l'Ancien Foirail
32000 Auch

Auch, le 14/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VIVADOIR CAVE (ex CVG Eauze)

rue de la Menoue
32400 Riscle

Références : 2024-0516-DP
Code AIOT : 0006803829

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2024 dans l'établissement VIVADOIR CAVE (ex CVG Eauze) implanté route de Nogaro 32800 Eauze. L'inspection a été annoncée le 07/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre :

- de l'action nationale sur les substances PFAS ;
- des actions régionales sur les thématiques "équipements sous pression" et "produits chimiques".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVADOIR CAVE (ex CVG Eauze)

- route de Nogaro 32800 Eauze
- Code AIOT : 0006803829
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCA VIVADOIR exploite une installation de préparation, conditionnement de vins et une station d'épuration collective sur la commune d'Eauze.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface
- Équipement sous pression
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
2	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
3	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
4	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
5	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
6	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet
7	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
8	Réalisation des campagnes	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'analyse		
9	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
10	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
11	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
12	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
13	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 08/05/2016, article 6.6.3	Sans objet
14	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 10.3.2	Sans objet
15	Connaissance des produits et étiquetage	Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 10.4.3	Sans objet
16	FDS Respect de ces dispositions	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a démontré pour chaque point de contrôle le respect de la réglementation qui lui est applicable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des équipements sous pression, jugée incomplète par l'Inspection.</p> <p>Cette liste doit être complétée avec le régime de surveillance de chaque équipement.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 5 novembre 2024, la liste des équipements sous pression complétée avec le régime de surveillance de chaque équipement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'Inspection a contrôlé - par sondage - les rapports suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réservoir d'azote n° Y1761 - mis en service en 2013 - en service, sans plan d'inspection - rapport d'inspection du 12 mars 2020 réalisé par l'APAVE ; • réservoir d'air n° 02719 - mise en service en 2002 - en service, sans plan d'inspection - aucun compte-rendu d'inspection périodique n'a été présenté lors de l'inspection. Néanmoins, l'attestation de requalification périodique du 22 mars 2023 réalisé par l'APAVE a valeur de compte-rendu d'inspection périodique (cf. point de contrôle n°4). <p>Les deux rapports concluent sur des contrôles et des essais satisfaisants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide. Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
Constats : Le jour de la visite, l'Inspection a contrôlé - par sondage - les échéances d'inspection périodique suivantes : <ul style="list-style-type: none">• réservoir d'azote n° Y1761 - inspection périodique tous les 48 mois ;• réservoir d'air n° 02719 - inspection périodique tous les 48 mois. Les périodes maximales sont conformes à l'article 15.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification

périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.

L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;
- dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

Constats :

Le jour de la visite, l'Inspection a contrôlé - par sondage - les rapports de requalification périodique suivants :

- réservoir d'azote n° Y1761 - mis en service en 2013 - en service, sans plan d'inspection - rapport de requalification du 22 mars 2023 réalisé par l'APAVE ;
- réservoir n° 02719 - mis en service en 2002 - en service, sans plan d'inspection - rapport de requalification du 22 mars 2023 réalisé par l'APAVE.

Les deux rapports concluent sur des contrôles et des essais satisfaisants.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne

peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;

- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;

- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;

- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

Constats :

Le jour de la visite, l'Inspection a contrôlé - par sondage - les échéances de requalification périodique suivantes :

- réservoir d'azote n° Y1761 - tous les 10 ans ;
- réservoir d'air n° 02719 - tous les 10 ans.

Les échéances maximales des requalifications périodiques sont conformes à l'article 18.I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

Prescription contrôlée :

En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".

Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.

<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'Inspection a contrôlé - par sondage - les plaques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réservoir d'azote n° Y1761 - marquage présent ; • réservoir d'air n° 02719 - marquage présent. <p>Aucune non-conformité n'a été constatée en séance par l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>N'utilisant pas de PFAS dans le processus de son installation, l'exploitant a procédé à l'analyse de la liste des 20 substances obligatoires prévues par le 2° de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ainsi qu'au paramètre AOF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a vérifié les points suivants :</p>

- la campagne d'analyses a été réalisée au point de rejet des effluents traités (sortie STEP) ;
- tous les paramètres obligatoires ont fait l'objet d'analyses (20 substances PFAS + méthode AOF) ;
- les analyses ont été effectuées en août, septembre et octobre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

L'organisme mandaté pour le prélèvement, société ABPU, n'est pas accrédité. Cependant, l'exploitant a démontré le respect des exigences pour le prélèvement (*cf. constat suivant*). L'inspection considère que, dans la mesure où le prélèvement est effectué via un préleveur automatique sur 24h, respectant des exigences normées, ce dernier équivaut à un prélèvement accrédité COFRAC. Par ailleurs, les résultats de la campagne d'analyse ne mettent pas en évidence la présence de PFAS dans les eaux usées traitées rejetées par l'exploitant.

L'organisme mandaté pour les analyses, SGS Environmental Analytics France, est accrédité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exigences pour le prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.

Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.

Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés de manière homogène, par échantillonnage avec le préleveur automatique de la station, sur une durée de 24 heures, dans des conditions normales de fonctionnement de l'installation.</p> <p>Les conditions de prélèvement via le préleveur automatique de la station permettent de respecter les exigences normées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Précisions des mesures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les limites de quantification des rapports d'analyses ne dépassent pas celles fixées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>La restitution des résultats des campagnes de prélèvements des mois d'août, de septembre et d'octobre a été effectuée dans GIDAF.</p> <p>Les rapports d'analyses transmis sont complets et n'appellent pas d'observation de la part de l'Inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/05/2016, article 6.6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Après traitement et avant rejet dans le milieu naturel, les effluents doivent respecter les normes suivantes :

Paramètres	Valeurs limites maximales	Flux max/24h
Débit	150 m ³ /j	
DCO	125 mg/l	18,7 kg/j
DBO ₅	25 mg/l	3,7 kg/j
MES	80 mg/l	12,0 kg/j
Azote global	30 mg/l	4,5 kg/j
Phosphore	10 mg/l	1,5 kg/j
température	Inférieure à 30°C	
pH	6 à 9	

Constats :

Les résultats de l'autosurveillance (hebdomadaire), transmis via l'application GIDAF, pour l'année 2023 et 2024 font apparaître que les concentrations sont en deçà des valeurs limites autorisées. Les rapports d'analyses (contrôle externe mensuel) du 10 septembre 2024 et du 9 octobre 2024 du laboratoire SGS, confirment également le respect des valeurs limites réglementaires.

Aucune non-conformité n'a été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 10.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant apporte des actions correctives aux non-conformités constatées sous les plus brefs délais et les mentionne dans le registre de vérification.
Constats : L'inspection a consulté : <ul style="list-style-type: none"> • le certificat Q18 émis par l'APAVE le 8 avril 2024. • le certificat Q19 émis par l'APAVE le 3 septembre 2024. Le certificat Q19 indique que le risque incendie est faible en raison de l'absence d'anomalie. Le certificat Q18 indique que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Connaissance des produits et étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2016, article 10.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Produits chimiques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Les fiches de données de sécurité sont disponibles sur site. Les contenants de produits et de liquides stockés sur site sont correctement étiquetés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : FDS Respect de ces dispositions

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement REACH : FDS
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;
c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.

Constats :

Le jour de la visite, l'Inspection a contrôlé - par sondage - la disponibilité et le respect, dans les ateliers, des fiches de données de sécurité suivantes (notamment les chapitres 2.2, 5 et 7 respectivement consacrés à l'étiquetage, à la défense incendie et aux conditions de stockage) :

- P3 OXONIA ACTIVE : aucune non conformité n'a été détectée ;
- SOUDE CAUSTIQUE : aucune non conformité n'a été détectée.

Type de suites proposées : Sans suite